

1 - CHAMP D'APPLICATION

1.1 Le présent règlement s'applique aux exposants à qui il appartient de le transmettre à leurs personnels, fournisseurs et prestataires. Il est également opposable aux visiteurs de par son affichage dans l'enceinte de la Foire, ainsi qu'aux fournisseurs, prestataires et partenaires intervenant à l'occasion de la manifestation qui peuvent le consulter sur le site www.foire-de-clermont.com.

2 - DISPOSITIONS DIVERSES

2.1 L'organisateur se réserve le droit d'interdire l'entrée ou de faire expulser toute personne, visiteur ou exposant dont la présence ou le comportement serait préjudiciable à la sécurité, la tranquillité ou l'image de la manifestation, et/ou à l'intégrité du site, conformément aux dispositions du Règlement Général des manifestations commerciales en France. Il est précisé que l'accès à la manifestation sera refusé à toute personne se présentant en état manifeste d'ébriété.

2.2 Il est rappelé aux exposants, fournisseurs, prestataires et partenaires qu'ils doivent être particulièrement vigilants quant au respect des lois sociales françaises [droit du travail, protection sociale, travail dissimulé...].

2.3 Conformément au décret n°2006-1386 du 15 novembre 2006 fixant les conditions de l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif et entré en application depuis le 1er février 2007, il est strictement interdit de fumer dans l'ensemble des halls (bâtiments en dur et chapiteaux) de la Foire.

2.4 Il est rappelé aux visiteurs que les achats effectués sur la Foire, à l'exception de ceux faisant l'objet d'un contrat de crédit à la consommation et de ceux résultant d'une invitation personnelle à se rendre sur un stand pour venir y chercher un cadeau, n'ouvrent pas droit à rétractation.

2.5 Compte tenu de la présence de nombreux secteurs alimentaires, cf. les dispositions du Code de la Santé Publique - Règlement sanitaire - et avec l'objectif d'un maintien d'un état de propreté satisfaisant, la présence d'animaux domestiques, même tenus en laisse, est strictement interdite dans l'enceinte de la manifestation, à l'exception des chiens-guides accompagnant des personnes handicapées. Il appartient à toute personne se rendant ou participant à la Foire Internationale de Clermont-Cournon de prendre les dispositions nécessaires à la garde des animaux domestiques qui ne devront en aucun cas être laissés dans un véhicule stationné ou attachés à un point quelconque dans l'enceinte du Parc des Expositions. Dans le cas où les services de sécurité viendraient à constater l'état de péril d'un animal domestique, l'organisation se réserve le droit de faire sortir l'animal du véhicule, aux frais du propriétaire, par tout moyen, y compris le bris de vitre. À aucun moment, le propriétaire de l'animal ne pourra se prévaloir d'un quelconque préjudice ou d'une quelconque indemnisation. L'organisation se réservant par ailleurs la faculté d'alerter les services de police et/ou les associations protectrices des animaux.

3 DATES, LIEU, HORAIRES

3.1 La Foire Internationale de Clermont-Cournon se tiendra au Parc des Expositions de la Grande Halle d'Auvergne du 8 au 17 septembre 2018 inclus.

3.2 Les heures d'ouverture et d'accès sont les suivants :

	Hors restauration	Restauration
TOUS LES JOURS Lundi 17 septembre, fermeture à 18h		
VISITEURS	10h - 19h (dernier accès à l'exposition du Hall 3 à 18h30, à 17h30 le lundi 17 septembre).	10h - dernier service à 19h30
EXPOSANTS*	7h - 19h30	7h - 21h30

NOCTURNES

Samedi 8 et vendredi 14 septembre

VISITEURS	10h - 22h	10h - dernier service à 23h
EXPOSANTS*	7h - 22h30	7h - 1h

AFTER RESTO (Esplanade 3)

Samedi 15 septembre

VISITEURS		10h - dernier service à 23h
EXPOSANTS*		7h - 1h

* Sur présentation du badge « exposant » et « exposant restauration » pour l'espace RESTAURATION

3.3 Les stands devront être tenus impérativement ouverts de l'heure d'ouverture à celle de fermeture sous peine d'expulsion.

3.4 Pour la sécurité des personnes et des biens, il est impératif que les halls et les esplanades soient totalement évacués à 19h30 et à 22h30 pour les nocturnes (1^{er} samedi et vendredi). Aucune dérogation ne sera tolérée. Le dépassement de ces horaires pourra remettre en cause l'acceptation de la participation de l'exposant l'année suivante.

4 - CONDITIONS DE PARTICIPATION

4.1 Une demande de participation doit être formulée sur les bulletins fournis spécialement par l'organisateur qu'il diffuse sous format papier ou électronique. Elle doit être obligatoirement complétée, signée par le directeur de la société ou par une personne réputée avoir qualité pour l'engager et être accompagnée des pièces demandées et du règlement total du 1^{er} acompte.

4.2 L'omission d'une seule des pièces demandées, l'envoi de tout dossier incomplet, ainsi que l'absence du règlement du 1^{er} acompte, pourront justifier le rejet automatique de la demande.

5 - RESPECT DES RÉGLEMENTATIONS

5.1 La réception de la demande par l'organisateur vaut acceptation par le demandeur, sans réserve et dans toutes leurs dispositions, du Règlement Général des manifestations commerciales en France (adressé sur simple demande ou téléchargeable sur votre espace personnel Extranet, rubrique « documentation »), du présent règlement et de ses éventuelles annexes, ainsi que de toutes autres dispositions annexes auxquelles l'organisateur entendrait se référer dans l'intérêt de la manifestation et notamment de toutes règles internes ou externes en matières de sécurité, ainsi que de toute prescription émanant des services de police ou de la commission départementale de sécurité.

5.2 Dans les cas non prévus par les règlements et qui ne seraient pas précisés sur la demande de participation, l'organisateur tranchera de manière souveraine et sans appel.

6 - ADMISSION À EXPOSER

6.1 Conformément au Règlement Général des manifestations commerciales en France, l'envoi du bulletin de demande de participation ne constitue pas une offre de participation. L'organisateur reçoit les demandes et statue souverainement dans la limite des places disponibles, au regard notamment de la compatibilité de la candidature et des produits ou services présentés avec les impératifs d'homogénéité, d'équilibre et d'image de la manifestation. Ni une demande de communication d'un formulaire de demande de participation, ni son envoi, ni l'encaissement d'un règlement ne vaut admission à exposer.

6.2 L'organisateur se réserve le droit de limiter certains secteurs d'activité et/ou certains produits ou services.

6.3 En cas de rejet d'une demande de participation, l'organisateur n'est en aucun cas tenu d'en faire connaître les motifs. Ce rejet n'ouvre droit à aucune indemnisation ni dommages et intérêts. Peuvent notamment constituer des motifs de rejet, définitif ou provisoire, la communication incomplète des renseignements requis, le défaut des versements ou garanties exigés par l'organisateur, le non-respect d'obligations antérieures et notamment du présent Règlement Intérieur, la non-adéquation du demandeur, de ses produits ou services, avec l'esprit, l'objet ou l'image de la manifestation, le redressement judiciaire de l'exposant, son état avéré de cessation des paiements, la non-obtention d'autorisations administratives ou judiciaires le cas échéant nécessaires à sa présence durant la manifestation, le risque d'une atteinte, par sa présence, aux intérêts protégés des consommateurs et de la jeunesse, et plus généralement à l'Ordre Public, à la tranquillité des autres exposants, à la sécurité et à l'agrément des visiteurs.

6.4 Les adhésions des exposants ne sont définitivement valables qu'après leur acceptation écrite par l'organisateur et le paiement total du 1^{er} acompte.

6.5 Les adhésions ne sont valables et acceptées que pour la Foire 2018, elles sont sans aucun engagement pour les Foires à venir.

6.6 Les adhésions sont personnelles et incessibles et il est interdit de sous louer tout ou partie de son emplacement.

6.7 Aucune exclusivité concernant les produits, les services et/ou les marques présentés ne sera accordée.

6.8 Aucune organisation de caractère politique ne sera admise.

6.9 L'exposant sollicite sa participation à exposer à la Foire Internationale de Clermont-Cournon ne doit pas être en état de cessation des paiements à la date de sa demande de participation.

6.10 En cas d'ouverture d'une procédure de sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire à l'encontre de l'exposant, entre l'acceptation de sa demande de participation et la tenue de la manifestation, il lui appartient d'en prévenir immédiatement l'organisateur. Sa participation sera considérée comme caduque, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L 622-13 de la loi du 26 juillet 2005. Le rejet de l'exposant ne pourra donner lieu au paiement d'aucune indemnité autre que le remboursement des sommes versées à l'organisateur dans les conditions définies à l'article 9. L'organisateur pourra toutefois décider du maintien de la participation, sous réserve de sa confirmation expresse par le mandataire ou administrateur judiciaire désigné par le Tribunal de Commerce, à la condition que la continuation de l'activité soit ordonnée pour une durée suffisante pour justifier sa participation et le respect des engagements qu'il aurait pris.

6.11 L'organisateur se réserve le droit de demander, à tout moment, tout renseignement complémentaire et, le cas échéant, peut revenir sur sa décision d'admission à exposer prononcée sur des indications mensongères, erronées ou devenues inexacts. L'acompte versé demeure alors acquis à l'organisateur qui se réserve, le droit de poursuivre le paiement de la totalité du montant de la participation.

7 - CO-EXPOSANT ET ENTREPRISE REPRÉSENTÉE

7.1 Au sein d'une surface d'exposition dédiée à une pluralité d'exposants (stand collectif), le co-exposant présente ses produits/services, dans le même univers d'activité que celui de l'exposant hôte, et dans le respect de la sectorisation en vigueur au sein de la manifestation, sur son propre espace, dans la limite maximale de 10% de la surface totale du stand, avec son personnel (pas de frais supplémentaires facturés pour l'exposant principal hôte). L'organisateur se réserve le droit de limiter le nombre de co-exposant sur une même surface.

7.2 L'entreprise représentée présente ses produits/services, dans la limite maximale de 10% de la surface totale du stand, dans le même univers d'activité que celui de l'exposant hôte, et dans le respect de la sectorisation en vigueur au sein de la manifestation, sans son personnel sur le stand de l'exposant hôte (pas de frais supplémentaires facturés pour l'exposant principal hôte). L'organisateur se réserve le droit de limiter le nombre d'entreprise représentée sur une même surface.

7.3 Un exposant qui accueille un co-exposant et/ou une entreprise représentée devra obligatoirement remplir le formulaire correspondant (cf. page 2/6 de la demande de participation). Il s'engage également à faire respecter par chaque société ou organisme représenté sur son stand les termes et conditions des règlements applicables. Par ailleurs, les biens des co-exposants présents et/ou des entreprises représentées sur les stands des exposants inscrits lors de la Foire Internationale de Clermont-Cournon sont couverts dans la limite de la garantie prévue dans les conditions générales. Il n'y a pas de cotisation supplémentaire demandée aux co-exposants et/ou aux entreprises représentées.

8 - MODALITÉS DE PAIEMENT

8.1 Le paiement des frais de participation s'effectue selon les indications stipulées sur la demande de participation :

- **À la réservation**, paiement d'un acompte représentant 35 % du montant total TTC de la commande, par chèque,
- **Au 31/05/2018**, 35 % du montant total TTC de la commande, par virement bancaire,
- **Au plus tard au 15/07/2018**, le solde, par virement bancaire.

8.2 Faute d'avoir effectué les versements aux dates indiquées, le stand pourra être loué à des exposants figurant sur la liste d'attente. Il ne sera pas procédé au remboursement des acomptes versés, l'organisateur se réservant le droit de poursuivre le paiement de la totalité du montant de la participation.

8.3 Le débiteur en situation de retard de paiement sera redevable, de plein droit, d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros.

9 - DÉSISTEMENT

9.1 Tout désistement doit être signifié par lettre recommandée adressée à l'organisateur **avant le 30 juin 2018**.

9.2 Les désistements signifiés avant cette date pourront donner lieu à un remboursement des acomptes versés, déduction faite des frais de dossier qui en tout état de cause resteront acquis à l'organisateur.

9.3 Les désistements signifiés après le 30 juin 2018, quelle qu'en soit la cause, ne pourront donner lieu à aucun remboursement ni réduction, tous les droits restant intégralement exigibles et acquis à l'organisateur.

10 - ATTRIBUTION DES EMPLACEMENTS

10.1 Les emplacements sont attribués par l'organisateur, ils ne sont définitifs qu'après confirmation écrite de sa part. Aucun regroupement ne pourra être constitué sans son accord.

10.2 L'organisateur se réserve le droit de limiter le nombre de stands et/ou d'angles demandés.

10.3 La participation à des manifestations antérieures ne crée aucun droit à un emplacement déterminé.

11 - PRODUITS ET SERVICES EXPOSÉS

11.1 Il est rappelé aux exposants que leur offre doit être en adéquation avec l'ordre public et les lois en vigueur. À ce titre, il est formellement interdit d'exposer des produits illicites ou provenant d'activités illicites. Il est également interdit à toutes personnes non autorisées par la loi de proposer des prestations ou produits relevant d'activités réglementées au sens de la loi. Les exposants qui enfreindraient ces dispositions pourront faire l'objet de poursuites judiciaires sans préjudice des mesures que pourraient prendre l'organisateur pour faire cesser le trouble.

11.2 Les produits ou services exposés doivent être obligatoirement déclarés sur le formulaire de demande de participation. Il est interdit d'exposer un produit ou un service sans l'autorisation de l'organisateur. Tout produit, matériel, ou service non déclaré ou non accepté sera enlevé du stand de l'exposant et ce, à ses frais.

11.3 L'exposant qui occupe plusieurs stands dans le même secteur ou dans des secteurs différents, s'engage à respecter la répartition des produits ou services telle qu'elle a été préalablement définie en accord avec l'organisateur.

11.4 Les exposants spécialisés dans la restauration, les produits alimentaires et les boissons doivent être en règle avec : les services sanitaires, la régie et les contributions. Les différents appareils (cuisson, réchauffage...) utilisés doivent également être conformes à la législation en vigueur. Les contrôles imposés devront être effectués au frais de l'exposant.

11.5 Tout matériel d'occasion est formellement exclu, sauf lorsque la manifestation comporte un secteur exclusivement consacré à de tels matériels.

11.6 Les soldes ou liquidations sont interdits sur la Foire.

11.7 De sa propre initiative, ou à la demande d'un exposant lésé, l'organisateur se réserve, avant l'ouverture et pendant la manifestation le droit de faire supprimer ou modifier les installations qui nuiraient à l'aspect général de la manifestation, gêneraient les exposants voisins ou les visiteurs, ou qui ne seraient pas conformes aux plans ou projets particuliers préalablement soumis. L'organisateur apprécie souverainement la situation d'espèce, et n'est tenu que d'une obligation de moyen s'il décide d'intervenir suite à la demande d'un exposant lésé.

11.8 IMPORTANT : nous attirons votre attention sur l'obligation d'information du consommateur sur son absence de droit de rétractation pour les contrats conclus à l'occasion d'une foire ou d'un salon. L'article 24 de la loi n° 2014-344 du 17 mars 2014 relative à la consommation prévoit en effet l'obligation pour vous exposants d'informer le consommateur de son absence de droit de rétractation avant la conclusion de tout contrat à l'occasion d'une manifestation commerciale et de mentionner cette absence de droit de rétractation dans l'offre de contrat et par voie d'affichage sur votre stand.

12 - RÈGLES DE SÉCURITÉ

12.1 Un Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (P.G.C.S.P.S.) définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différentes entreprises (exposants, standistes, installateurs) intervenant lors du montage et du démontage de la manifestation. Ce plan sera adressé par courrier sur simple demande auprès du secrétariat.

12.2 Toutes les installations du stand doivent être conformes au règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

12.3 Il convient de se référer au cahier des charges des mesures de sécurité qui sera inséré dans le Guide de l'Exposant (téléchargeable sur votre espace personnel Extranet, rubrique « documentation »).

12.4 Pour des raisons de sécurité mais également pour la bonne tenue de la manifestation, aucunes structures (type tente, chapiteau...) autres que celles fournies par l'organisateur ne pourront être installées sur les esplanades.

12.5 L'organisateur se réserve la possibilité de faire évacuer tout ou partie de la manifestation pour des raisons de sécurité (quelques soient leurs origines). Aucun dédommagement ou indemnité ne sera accordé à ce titre. Pour information, les chapiteaux (Halls 2 et 3) et les différentes tentes (de 9 à 200 m²) réparties sur les esplanades, seront obligatoirement évacués en cas de vent ayant une force égale ou supérieure à 80 km/h (ce sont les prescriptions du constructeur, du fournisseur, du Bureau de vérification des chapiteaux, tentes et structures – BVCTS – et de la Commission départementale de sécurité). Cette évacuation des chapiteaux et des tentes concernera tous les publics, aussi bien les visiteurs que les exposants. Il s'agit uniquement d'une évacuation des chapiteaux et des tentes, l'objectif étant de mettre en sécurité et à l'abri tous les publics présents sous les structures provisoires en les orientant dans le bâtiment en dur (Hall 1, bâtiment de couleur verte).

13 MONTAGE ET DÉMONTAGE DES STANDS

13.1 Les règles de montage et de démontage fixées par l'organisateur et communiquées aux exposants avant la manifestation sont impératives.

13.2 Le montage débutera le mercredi 5 septembre 2018 à partir de 7h00. Les exposants devront impérativement avoir terminé leurs installations la veille de l'ouverture à 22h00.

13.3 L'enlèvement des marchandises et le démontage du matériel d'exposition sont strictement interdits **avant le lundi 17 septembre 2018 à 19h00**. Les camions et véhicules utilitaires ne pourront pénétrer à l'intérieur de l'enceinte de la Foire qu'à partir du **lundi 17 septembre 2018 à 19h00 sous réserve de l'évacuation totale du public visiteurs**. Les exposants ne respectant pas cette clause seront exclus l'année suivante.

13.4 Le démontage final intervient obligatoirement **avant le mercredi 19 septembre 2018 à 12h00**. Tout dépassement autorise l'organisateur à remettre les stands et emplacements en l'état, sans autorisation préalable du participant. L'organisateur décline dans ce cas toute responsabilité pour les éventuels dégâts ou pertes occasionnés lors des manipulations nécessaires. Une indemnité de manutention et de stockage d'un montant au minimum égal à 1 000,00€ HT sera automatiquement facturée à l'exposant.

13.5 L'installation, le montage ou le démontage des stands ne doivent, en aucun cas, endommager ou modifier les installations permanentes du lieu d'exposition et elles ne doivent pas porter atteinte à la commodité ou à la sécurité des autres exposants et des visiteurs. Toute détérioration sera évaluée et facturée à l'exposant.

13.6 En conformité avec les dispositions prises par l'Union française des métiers de l'événement (UNIMEV), et dans le cadre de l'accès à la Foire Internationale de Clermont-Cournon - périodes de montage et de démontage incluses - le port du badge est OBLIGATOIRE.

L'accès au site ne pourra se faire que sur présentation du badge « EXPOSANT », « LIVRAISON »

« MONTAGE, DÉMONTAGE », « ANIMATION JOURNÉE », « PRIVILÈGE » OU « PRESSE ».

Cette procédure est OBLIGATOIRE pour :

- Les prestataires (et leurs sous-traitants) de l'organisateur,
- Les exposants, et leurs prestataires (et leurs sous-traitants),
- Toute personne devant intervenir sur le site.

Aucune dérogation à cette règle ne sera autorisée, les contrevenants seront exclus de l'enceinte du Parc des Expositions.

14 - OCCUPATION DES STANDS

14.1 L'exposant qui n'aura pas occupé son emplacement un jour au moins avant l'ouverture et n'aura pas annoncé son retard sera considéré comme démissionnaire. L'organisateur pourra alors disposer de son emplacement sans pour cela que l'exposant puisse prétendre à aucun remboursement des sommes versées, ni à aucune indemnité. L'organisateur se réserve le droit de poursuivre le paiement de la totalité du montant de la participation.

15 - RÈGLEMENT D'ARCHITECTURE

15.1 Pour l'ensemble des espaces/stands situés sur les esplanades extérieures, l'organisateur se réserve le droit de faire modifier la configuration, et ou l'implantation des éléments de l'espace ou du stand si celle-ci était de nature à altérer la visibilité des espaces ou stands mitoyens.

15.2 Pour l'ensemble des stands sous halls, l'implantation et la hauteur des installations (cloisons, bandeaux, décoration, enseigne...) sont réglementées dans le but de donner une certaine unité à la manifestation, en garantissant une bonne visibilité au public.

- Le cloisonnement complet sur toute la surface des stands est interdit. La réalisation de stands incluant des éléments de cloisonnement en façade sera soumise à l'approbation préalable de l'organisateur (un descriptif et un schéma coté devront être adressés au service technique).

- La hauteur des installations est limitée à 2,50 m.

- Deux signaux (signalétique haute) sur chaque stand sont autorisés. Leur hauteur ne doit pas excéder 5 m dans le Hall 1 (la base des enseignes suspendues dans ce hall sera à un minimum de 4 m du sol « nu ») et 3 m dans les Halls 2 et 3. Ils ne doivent pas dépasser 20 % de la surface du stand, ni former un « écran », et dans tous les cas, être implantés au centre du stand pour ne pas gêner les exposants mitoyens.

- Les éléments de pont de lumière devront être à 3 m pour 9 m² de surface et jusqu'à 5 m maximum pour des stands d'une surface supérieure ou égale à 9 m².

- Les poutres suspendues pour l'éclairage seront à une hauteur minimum de 6 m et devront rester dans l'emprise du stand. Elles devront être accrochées par des élingues.

15.3 Pour l'accessibilité des personnes handicapées, les stands dotés d'un comptoir doivent disposer d'une tablette à une hauteur comprise entre 0,70 et 0,80 m avec un espace vide en partie inférieure de 0,30 m de profondeur. Les stands dotés d'un plancher surélevé devront disposer d'une rampe d'accès, et d'une moquette ayant un fort contraste visuel avec la moquette d'allée.

15.4 Les stands n'entrant pas dans l'une ou l'autre de ces catégories devront faire l'objet d'une demande d'étude de faisabilité. Il convient d'adresser au service technique avant le 1^{er} juin, le plan du stand coté, les matériaux utilisés, ainsi que les différents PV de contrôle de montage ou vérifications par un organisme agréé.

15.5 L'organisateur se réserve le droit de faire enlever toute installation de stand contrevenant au Règlement d'architecture, aux frais de l'exposant concerné et sans que ce dernier ne puisse se prévaloir d'un quelconque préjudice.

16 - AMÉNAGEMENT ET TENUE DES STANDS (HALLS ET ESPLANADES EXTÉRIEURES)

16.1 Les aménagements de stands seront examinés par l'organisateur qui se réserve la possibilité de refuser ceux dont la tenue lui paraîtrait insuffisante, aucune indemnité ne serait alors versée. La décoration particulière des stands est effectuée par les exposants et sous leur responsabilité. Elle doit respecter les dispositions du Règlement d'architecture, ne pas gêner la visibilité des signalisations et des équipements de sécurité, s'accorder avec les décorations générales de la manifestation, et ne pas être contraire aux stipulations éventuelles du règlement particulier du site d'accueil et/ou du Guide de l'exposant.

16.2 L'organisateur se réserve également le droit de faire enlever toute marchandise qu'il jugerait dangereuse, insalubre ou dégageant des odeurs désagréables, ainsi que toute installation susceptible de nuire à l'aspect général.

16.3 Toute détérioration de structures de stand, de bâches, de planchers, ou de structures de chapiteaux (scellement, trous, adhésifs sur structures ou sur bâches, peinture, marquage, clous ou tous autres éléments pouvant endommager le matériel mis à disposition de l'exposant) est strictement interdite. Le matériel ou l'emplacement doit être restitué dans l'état initial. Les dégâts constatés par la Foire Internationale de Clermont-Cournon lors du démontage seront facturés à l'exposant responsable (l'exposant étant lui-même responsable pour le compte de ses prestataires : décorateurs, installateurs, entrepreneurs à qui il doit impérativement transmettre ces informations). En cas d'impossibilité de procéder à la remise en état ou à la restitution des matériels mis à disposition par l'organisateur, ceux-ci seront facturés à leur valeur à neuf.

16.4 Il est interdit de faire entrer des véhicules de quelque nature que ce soit à l'intérieur des halls parquetés, des bâtiments ou de les faire circuler sur les espaces verts de la Foire. Toute infraction sera passible d'exclusion après facturation des dégâts. À ce titre, l'exposant devra souscrire une assurance dommage.



16.5 Les exposants en surface extérieure sont tenus de respecter les emplacements qui leur sont attribués, tout dépassement pouvant donner lieu à facturation d'un espace supplémentaire tarifé ; ils sont tenus d'en assurer la propreté ainsi que celle des passages leur incombant. Les exposants présentant des coques de piscines ou spas veilleront à ce qu'elles soient installées sur leur longueur ; elles ne pourront en aucun cas être dressées.

16.6 L'organisateur ne pourra être tenu pour responsable en cas de condensation sous les toiles ou de petites infiltrations d'eau toujours possibles.

17 - ACCÈS, CIRCULATION ET STATIONNEMENT DES VÉHICULES DANS L'ENCEINTE DE LA FOIRE

17.1 La circulation et le stationnement des véhicules (hormis les véhicules de service, sécurité, secours et police munis d'une autorisation) dans l'enceinte de la Foire sont formellement interdits pendant la durée de la manifestation et pour quelque cause que ce soit.

17.2 Sont seuls autorisés à pénétrer dans l'enceinte de la Foire, tous les jours de 7h à 9h, les véhicules de livraison munis d'un laissez-passer et les véhicules des exposants munis d'une autorisation. L'accès de ces véhicules se fera exclusivement par l'entrée Exposants. **L'autorisation de livraison est à demander directement à l'entrée exposants / livraisons auprès de la société de gardiennage.** Elle ne sera délivrée que pour la livraison de marchandises encombrantes ou pour le réapprovisionnement en denrées périssables. Aucune livraison ne sera autorisée en l'absence de cette autorisation.

Les modalités de circulation, par l'organisateur, des laissez-passer et des autorisations, ainsi que les conditions de délivrance sont rappelées dans le Guide de l'Exposant.

17.3 Tout abus de stationnement sera sanctionné par une interdiction d'accès du véhicule pour le reste de la manifestation. L'organisateur se réserve le droit de faire procéder à l'enlèvement des véhicules stationnant indûment dans l'enceinte de la manifestation pendant les heures d'ouverture au public. Les propriétaires ne pourront se prévaloir d'aucun recours contre l'organisateur. Les frais d'enlèvement et de restitution seront à leur charge.

17.4 L'organisateur se réserve également la possibilité de faire procéder à l'enlèvement de tout véhicule stationné devant une issue de secours ou sur un accès pompiers, qu'il s'agisse de véhicule d'exposants, de visiteurs ou de prestataires. Les frais d'enlèvement et de restitution seront à la charge du propriétaire du véhicule.

18 DISTRIBUTION DE FLUIDES ET D'ÉNERGIE

18.1 L'organisateur, titulaire du Parc des Expositions et des sociétés concessionnaires de la distribution des fluides et d'énergie, décline toute responsabilité en cas d'interruption de leur distribution quelle qu'en soit la durée.

19 GESTION ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS

19.1 Les directives européennes en matière de tri et d'élimination des déchets, leur inévitable généralisation à tous les secteurs d'activité, imposent à l'organisateur de se conformer aux réglementations qui les régissent. Aussi, l'organisateur se réserve le droit de répercuter tout ou partie des charges, taxes et contraintes qu'elles génèrent.

19.2 L'organisateur incite les exposants, les fournisseurs, les prestataires, les partenaires et les visiteurs à limiter et à **trier** leur production de déchets.

19.3 L'évacuation des stands, marchandises, articles et décorations particulières, ainsi que les déchets résiduels des matériaux ayant servi à la décoration des stands, sera laissée aux soins des exposants dans les délais et horaires impartis par l'organisateur, et dans le respect des lois, règlements et usages locaux en matière de déchets. Passé les délais, tous les frais engendrés par le non-respect de ces instructions seront à la charge de l'exposant.

20 PUBLICITÉ, SONORISATION, ANIMATIONS

20.1 Toute publicité lumineuse ou sonore, ainsi que tout spectacle ou animation, doivent être soumis à l'agrément préalable de l'organisateur. Ces publicités et animations ne seront autorisées qu'après accord de l'organisateur et sur présentation d'un projet précis (matériel, source sonore utilisés, type d'animation...). L'organisateur pourra revenir sur l'autorisation accordée, en cas de gêne apportée aux exposants voisins, à la circulation ou à la tenue de la manifestation.

20.2 L'affichage, quel qu'il soit, sur quelque support que ce soit, est strictement interdit dans l'enceinte de la Foire.

20.3 La distribution de prospectus, de bons et imprimés divers (hormis les opérations mises en place par l'organisation) est strictement interdite dans les allées, dans l'enceinte et sur les parkings de la Foire. Seule est autorisée la distribution de prospectus, de bons et imprimés sur le stand de l'exposant. Aucun prospectus, bons et imprimés divers relatifs à des produits ou services non exposés ne pourront être distribués.

20.4 Les plans communiqués précisent les lieux et types d'animation qui seront organisés lors de la manifestation commerciale. Informé par l'organisateur des avantages et des éventuels inconvénients liés à la proximité de son stand par rapport à l'animation, et à défaut d'une contestation antérieure au début de la manifestation commerciale, l'exposant est réputé accepter ces éventuelles contraintes et renonce à toute action contre l'organisateur.

20.5 En cas de nécessité impérieuse, l'organisateur se réserve le droit de modifier, toutes les fois qu'il le jugera utile dans l'intérêt de la manifestation, et à tout moment, avant et pendant la manifestation, et sans avoir à prévenir l'exposant : la décoration générale et particulière, les horaires d'ouverture et la programmation des animations, à condition que cela ne modifie pas substantiellement le contrat initial signé entre l'organisateur et l'exposant. Si ce contrat venait à être substantiellement modifié, l'organisateur devrait faire son possible pour trouver une solution convenant à l'exposant.

21 OBLIGATIONS ENVERS LA CLIENTÈLE

21.1 L'exposant s'engage à :

- garantir la qualité des produits vendus,
- garantir la conformité exacte du produit commandé avec celui vendu,
- respecter scrupuleusement la réglementation en matière d'affichage des prix qui doivent être lisibles et visibles,
- commercialiser ses produits ou services à un prix public qui n'excède pas celui habituellement pratiqué dans ses points de vente traditionnels,
- respecter les délais de livraison annoncés, les clauses contractuelles de garantie,
- respecter la réglementation de la vente à crédit et en particulier de la loi du 10 janvier 1978 codifiée par la loi du 26 juillet 1993,
- respecter les dispositions légales concernant le démarchage et le délit d'abus de faiblesse selon les dispositions de la loi n°92-60 du 18 janvier 1992.

22 UTILISATION DU NOM ET DE L'IMAGE DES EXPOSANTS

22.1 L'organisateur se réserve la possibilité d'utiliser le nom et/ou l'image des exposants, les droits photographiques et audiovisuels, tant pour la promotion de la manifestation que pour sa commercialisation, avant ou après l'événement.

22.2 Les exposants renoncent expressément à tout recours contre l'organisateur à raison de la diffusion, quel que soit le support, de leur image, de celle de leur personnel, de leur marque, de leurs produits ou services.

22.3 Dans le cadre de partenariats conclus par la Foire Internationale de Clermont-Cournon, il pourra être remis la liste des exposants 2018. Le partenaire s'engage à utiliser ce fichier dans le cadre exclusif de propositions publicitaires liées à la participation des exposants à la Foire Internationale de Clermont-Cournon 2018. De fait, le partenaire s'engage à n'utiliser les informations du fichier que pour ses besoins propres et s'interdit expressément de céder, transmettre ou communiquer à un tiers sous quelle que forme que ce soit, même à titre gratuit, les informations contenues dans le fichier fourni par la Foire Internationale de Clermont-Cournon 2018.

23 MÉDIATION

Depuis le 1^{er} janvier 2016, les professionnels qui contractent avec des consommateurs sont dans l'obligation de proposer à leurs clients une solution de médiation.

DIFFÉREND ENTRE L'ORGANISATEUR (LA FOIRE INTERNATIONALE DE CLERMONT-COURNON) ET UN VISITEUR

L'organisateur peut être sollicité par un visiteur en cas de différend intervenant dans le cadre de leur relation contractuelle, c'est-à-dire de la prestation de service fournie par l'organisateur (visite de la foire exposition). Si le litige n'a pu être réglé dans le cadre d'une réclamation préalable écrite auprès de la Foire Internationale de Clermont-Cournon (Centre d'affaires du Zénith - Trident Bâtiment E - 46 rue de Sarliève CS 70036 - 63808 Cournon d'Auvergne Cedex, mail : contact@foire-de-clermont.com), le visiteur peut faire appel au médiateur dans le but de résoudre à l'amiable tout litige avec la Foire Internationale de Clermont-Cournon. Le recours au médiateur est gratuit pour le visiteur.

Les coordonnées du médiateur sont :

Club Actumédiation - 45 Avenue Julien, 63000 Clermont-Ferrand ; tél. : 04 73 43 85 75 ; mail : clubactumediation@orange.fr

L'organisateur (la Foire Internationale de Clermont-Cournon) ne peut en aucun cas être sollicité dans le cadre de la médiation pour un différend relatif à un contrat passé par le visiteur auprès d'un exposant.

DIFFÉREND ENTRE UN EXPOSANT ET UN VISITEUR

Les exposants sont eux aussi, en tant que professionnels, dans l'obligation de proposer une solution de médiation à leurs clients consommateurs. En pratique, les exposants sont tenus d'informer leurs clients consommateurs, par l'insertion d'une mention dans leur documentation commerciale (CGV, contrat, autres supports...), qu'une entité de médiation peut être saisie, gratuitement, à leur initiative, en cas de différend relatif à l'achat d'un produit ou d'une prestation de service.

24 GARDIENNAGE

24.1 La Foire Internationale de Clermont-Cournon prend en charge le **gardiennage de nuit** de la manifestation dans les meilleures conditions, mais il s'agit là d'une obligation de moyens et non de résultat. Le gardiennage ne constitue pas une surveillance individuelle de chaque stand. Il est également précisé que les parkings exposants et visiteurs ne font l'objet d'aucun gardiennage. La Foire Internationale de Clermont-Cournon décline toute responsabilité quant à des dommages/vols intervenus sur les parkings.

25 ASSURANCES

25.1 Les exposants sont tenus de souscrire une assurance DOMMAGES AU MATÉRIEL, OBJETS, MARCHANDISES, dont les conditions et les limites de garanties font l'objet d'une notice présentée dans les Documents à lire et à conserver par l'exposant.

La prime de l'assurance minimale automatique (16,000 €) garantit le matériel, les objets et marchandises exposés pour une somme de 5 000,00 €.

ATTENTION : la couverture assurance contre le vol prendra fin le lundi 17 septembre 2018 à 10h00. Pour le cas où les exposants souhaiteraient s'assurer pour une valeur supérieure à 5 000,00 €, ils auront la possibilité de souscrire une assurance complémentaire par l'intermédiaire de l'organisateur ou auprès de l'assureur de leur choix.

25.2 L'organisateur a souscrit pour le compte de la totalité des exposants une garantie responsabilité civile à l'égard des tiers, dont les conditions et les limites de garanties font l'objet d'une notice présentée dans les Documents à lire et à conserver par l'exposant. L'organisateur attire l'attention des exposants sur le fait que cette police ne couvre en aucun cas la responsabilité civile professionnelle, mais uniquement la qualité d'exposant pendant la durée de la Foire.

25.3 Il est rappelé que les exposants doivent avoir souscrit toutes les assurances nécessaires à l'exercice de leur activité professionnelle, en particulier l'assurance décennale si leurs activités concernent des travaux de construction, de rénovation ou d'aménagements divers en matière d'habitat.

25.4 Les exposants s'engagent à ce que tous les intervenants (sociétés ou particuliers) sur leur stand pendant les périodes de montage et de démontage soient bien garantis en responsabilité civile pour tous dommages corporels, matériels et immatériels causés à autrui, et soient bien garantis pour les dommages corporels dont ils pourraient être victimes.

26 RENONCIATION À RECOURS

26.1 Par la présente, et sous leur responsabilité, les exposants renoncent et s'engagent à faire renoncer leurs assurances à tous recours contre l'Association de la Foire Exposition de Clermont-Cournon et ses constituantes (Municipalités de Clermont-Ferrand et de Cournon d'Auvergne, Expo 71, Chambre de Commerce du Puy-de-Dôme, Chambre Départementale d'Agriculture, Chambre Départementale de Métiers, Centre France La Montagne) pour : pertes, avaries, vols, incendies et tous autres dégâts ou sinistres qui pourraient se produire, qu'elles qu'en soient l'importance et la cause, que ce soit à la suite de cas fortuits ou de force majeure. Les exposants devront souscrire les assurances dommages conformément aux dispositions de l'article 25.

27 SANCTIONS

27.1 Toute infraction aux dispositions du présent règlement peut entraîner l'exclusion de l'exposant contrevenant et ce, à la seule volonté de l'organisateur, même sans mise en demeure. Il en est ainsi en particulier pour la non-conformité de l'agencement, le non-respect des règles de sécurité, la non-occupation du stand, la présentation de produits non conformes à ceux énumérés sur la demande de participation, etc.

27.2 Une indemnité est alors due par l'exposant à titre de dommages et intérêts en réparation des dommages moraux ou matériels subis par la manifestation. Cette indemnité est au moins égale au montant de la participation qui reste acquis à l'organisateur, sans préjudice des dommages et intérêts supplémentaires qui pourraient être demandés. L'organisateur dispose à cet égard d'un droit de rétrocession sur les articles exposés et les éléments mobiliers ou décoratifs appartenant à l'exposant.

28 CONTESTATIONS

28.1 En cas de contestations, les tribunaux de Clermont-Ferrand sont seuls compétents.